



**Excélia Audit**  
Société de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie régionale de Paris

## **CONTEXTE SAS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES  
COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

9, cour des petites écuries  
75010 PARIS

**Excelia Audit**

Société de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie régionale de Paris  
84, rue de Crimée  
75019 Paris

**CONTEXTE SAS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Aux associés,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CONTEXTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

***Observation***

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 16 mars 2016

Le Commissaire aux comptes  
Excelia Audit  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



Karène Zagoury  
Associée

# Comptes annuels – exercice clos le 31 décembre 2025

---

CONTEXTE SAS  
Siège social : 9, cour des petites écuries  
75010 PARIS

# Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement (II)				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs simil...	6 390 914	2 512 965	3 877 949	3 780 151
Fonds commercial	82 500		82 500	82 500
Autres immobilisations incorporelles	515 092		515 092	299 929
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	609 447	512 196	97 250	123 509
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations	5 000		5 000	5 000
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	46 200		46 200	46 200
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (III)</b>	<b>7 649 153</b>	<b>3 025 161</b>	<b>4 623 991</b>	<b>4 337 289</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
<b>CRÉANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	2 167 383	11 296	2 156 087	1 758 156
Autres créances	2 396 712		2 396 712	1 612 610
Charges constatées d'avance	138 345		138 345	50 446
Capital souscrit - appelé, non versé				
<b>VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT</b>				
Actions propres				
Autres titres	1 527 414		1 527 414	
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	968 082		968 082	1 522 344
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (IV)</b>	<b>7 197 936</b>	<b>11 296</b>	<b>7 186 640</b>	<b>4 943 556</b>
Frais d'émission des emprunts (V)				
Primes de remboursement des emprunts (VI)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VII)				
<b>TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI + VII)</b>	<b>14 847 089</b>	<b>3 036 458</b>	<b>11 810 631</b>	<b>9 280 845</b>

# Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
Capital (dont versé...)	61 319	61 319
Primes d'émission, de fusion, d'apport	98 258	98 258
Écarts de réévaluation		
Écarts d'équivalence		
<b>RÉSERVES</b>		
Réserve légale	6 000	6 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-1 286 940	-1 563 645
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	520 816	276 705
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)</b>	<b>-600 547</b>	<b>-1 121 362</b>
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I BIS)</b>		
Provisions pour risques		71 424
Provisions pour charges		
<b>TOTAL PROVISIONS (II)</b>		<b>71 424</b>
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	838 390	997 352
Emprunts et dettes financières diverses	143 984	145 635
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 444 814	1 399 869
Dettes fiscales et sociales	1 028 283	1 135 609
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	194 339	91 154
Produits constatés d'avance	7 761 370	6 561 163
<b>TOTAL DETTES (III)</b>	<b>12 411 178</b>	<b>10 330 783</b>
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (IV)		
<b>TOTAL PASSIF (I + I BIS + II + III + IV)</b>	<b>11 810 631</b>	<b>9 280 845</b>

# Compte de résultat

Postes	2025	2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Vente de marchandises		
Production vendue de biens		
Production vendue de services	12 944 224	10 708 457
<b>MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>12 944 224</b>	<b>10 708 457</b>
Production stockée		
Production immobilisée	1 184 492	1 297 963
Subventions	293 052	302 476
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	117 894	9 259
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Autres produits	36 272	35
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>14 575 934</b>	<b>12 318 190</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	4 937 734	3 861 285
Impôts, taxes, et versements assimilés	171 073	124 965
Salaires	5 628 123	5 037 219
Cotisations sociales	2 445 419	2 267 164
Dotations aux amortissements et aux provisions	940 291	761 468
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	11 296	16 940
Dotations aux provisions		71 424
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Autres charges	42 263	26 790
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>14 176 200</b>	<b>12 167 257</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>399 734</b>	<b>150 933</b>
<b>QUOTE-PART DE RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FAITES EN COMMUN</b>		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	55 863	44 036
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des cessions d'immobilisations financières		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	12 179	
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)</b>	<b>68 042</b>	<b>44 036</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	26 508	37 764
Différences négatives de change	452	344
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)</b>	<b>26 961</b>	<b>38 108</b>

Postes	2025	2024
<b>RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)</b>	<b>41 081</b>	<b>5 929</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)</b>	<b>440 816</b>	<b>156 861</b>
Produits exceptionnels (VII)		
Charges exceptionnelles (VIII)		156
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)</b>		<b>-156</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-80 000	-120 000
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)</b>	<b>14 643 976</b>	<b>12 362 226</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)</b>	<b>14 123 160</b>	<b>12 085 521</b>
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>520 816</b>	<b>276 705</b>

# Principes et méthodes comptables

## Règlement comptable

### Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

L'exercice constitue la première application du règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général. Conformément aux articles 122-2 et 831-3 du règlement ANC n° 2014-03 (Plan comptable général), cette première application constitue un changement de méthode comptable résultant d'un changement de réglementation. L'application de ce règlement n'a pas d'impact significatif sur le résultat ni sur les capitaux propres de l'entité.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

## Liste des méthodes

### Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
<b>Bâtiments, installations et agencements</b>	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
<b>Matériel et outillage</b>	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
<b>Autres immobilisations corporelles</b>	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
<b>Immobilisations incorporelles</b>	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

## Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

## Frais de recherche et développement

### Inscription à l'actif :

Les dépenses de développement sont inscrites au bilan si et seulement si les 6 conditions définies par les normes comptables sont remplies. Les dépenses de recherche et développement sont comptabilisées à l'actif du bilan.

Le montant initial comptabilisé au titre d'une immobilisation incorporelle générée en interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle cette immobilisation incorporelle a satisfait pour la première fois aux critères de comptabilisation énumérés ci-dessus. Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles générées en interne sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, selon la même méthode que celle utilisée pour les immobilisations incorporelles acquises séparément.

Lorsqu'aucune immobilisation incorporelle générée en interne ne peut être comptabilisée, les dépenses de développement sont comptabilisées en résultat net de la période au cours de laquelle elles sont engagées. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue (au maximum 5 ans). Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis sur le mode linéaire, en fonction de leur durée prévisible d'utilisation de 3 à 5 ans. Les logiciels créés à usage interne sont inscrits à l'actif du bilan et amortis sur le mode linéaire, à compter de la mise en service, sur la durée prévue d'utilisation de 3 à 5 ans. Les frais de développement sont inscrits à l'actif du bilan et amortis sur le mode linéaire, à compter de la mise en service, sur la durée prévue d'utilisation de 3 à 10 ans.

## Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

## Subventions

### Inscription proratisée :

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.

## Indemnité de départ à la retraite

Les provisions pour indemnités de départ à la retraite ne font pas l'objet d'une comptabilisation. Compte tenu du caractère non significatif des engagements de retraite, aucune provision n'a été comptabilisée dans les comptes sociaux au 31/12/2025.

## Notes complémentaires sur les frais de développement

Les frais de développement sont comptabilisés en immobilisations incorporelles dès lors que les éléments suivants ont été démontrés :

- La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- L'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- La capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- La façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables ;
- La disponibilité des ressources techniques, financières et autres de la Société, d'achever l'immobilisation et de l'utiliser ou de la vendre ;
- La capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

# Postes du bilan et du compte de résultat

## Informations relatives à l'actif

### Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences	5 421 585	969 329		6 390 914
Fonds commercial	82 500			82 500
Autres immobilisations incorporelles	299 929	215 163		515 092
Immo. en cours, avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outilla...				
Autres immobilisations corporelles	566 944	42 502		609 447
Immo. en cours, avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations	5 000			5 000
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	46 200			46 200
<b>TOTAL</b>	<b>6 422 159</b>	<b>1 226 994</b>		<b>7 649 153</b>

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

## Amortissements et dépréciations

Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
<b>Immobilisations incorporelles</b>						
Frais d'établissement et de R&D			1 641 434	871 531		2 512 965
Concessions, brevets & licences						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immo. en cours, avances et acomptes						
<b>Immobilisations corporelles</b>						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outill...			443 436	68 761	0	512 196
Autres immobilisations corporelles						
Immo. en cours, avances et acomptes						
<b>Immobilisations financières</b>						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
<b>TOTAL</b>			<b>2 084 870</b>	<b>940 291</b>	<b>0</b>	<b>3 025 161</b>

Dépréciations	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement et de R&D				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outilla...				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes				
<b>Créances</b>				
Créances clients et comptes rattachés	46 470	11 296	46 470	11 296
Autres créances				
Charges constatées d'avance				
Capital souscrit - appelé non versé				
<b>TOTAL</b>	<b>46 470</b>	<b>11 296</b>	<b>46 470</b>	<b>11 296</b>

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
- (B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
- (C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
- (D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

### Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé

#### **FONDS COMMERCIAL**

Le fonds commercial n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test conduit à constater une dépréciation lorsque la valeur d'usage du fonds commercial est inférieure à sa valeur nette comptable.

Rubriques	Montant incorporé au cours de l'exercice
Immobilisations incorporelles	
Immobilisations corporelles	

Tableau des filiales et participations

Rubriques	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances
<b>Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus</b>					
1. Filiales (à détailler) + de 50% du capital détenu par la société.					
CONTEXTE BELGIQUE SRL	57 913	100,00	5 000	5 000	1 866 788
<b>TOTAL DES FILIALES (A)</b>	<b>57 913</b>	<b>100,00</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>1 866 788</b>
2. Participations (à détailler) 10 à 50% du capital détenu par la société					
<b>TOTAL DES FILIALES (B)</b>					
<b>Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations</b>					
1. Filiales non reprises au \$A					
a. Filiales Françaises (ensemble)					
b. Filiales étrangères (ensemble)					
2. Participations non reprises au \$A					
Dans des sociétés françaises					
Dans des sociétés étrangères					
<b>TOTAL DES FILIALES ET PARTICIPATIO...</b>	<b>57 913</b>	<b>100,00</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>1 866 788</b>

Rubriques	Montant des engagements donnés	Chiffre d'affaires HT dernier exercice clos	Résultat dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société
<b>Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus</b>				
1. Filiales (à détailler) + de 50% du capital détenu par la société.				
CONTEXTE BELGIQUE SRL		2 117 406	29 951	
<b>TOTAL DES FILIALES (A)</b>		<b>2 117 406</b>	<b>29 951</b>	
2. Participations (à détailler) 10 à 50% du capital détenu par la société				
<b>TOTAL DES FILIALES (B)</b>				
<b>Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations</b>				
1. Filiales non reprises au \$A				
a. Filiales Françaises (ensemble)				
b. Filiales étrangères (ensemble)				
2. Participations non reprises au \$A				
Dans des sociétés françaises				
Dans des sociétés étrangères				
<b>TOTAL DES FILIALES ET PARTICIPATION...</b>		<b>2 117 406</b>	<b>29 951</b>	

## État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières	46 200			46 200
Clients douteux	11 533	11 533		
Autres créances clients	2 155 849	2 155 849		
Personnel et comptes rattachés	516	516		
Sécurité sociale et autres org. sociaux				
<b>États et autres collectivités publiques</b>				
Impôts sur les bénéfices	200 900	200 900		
TVA	67 763	67 763		
Autres impôts				
Divers	245 575	245 575		
Groupes et associés	1 866 788	1 866 788		
Débiteurs divers	15 170	15 170		
Charges constatées d'avance	138 345	138 345		
<b>TOTAL</b>	<b>4 748 640</b>	<b>4 702 440</b>		<b>46 200</b>
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

La créance d'impôt sur les sociétés se compose de 200 000€ de Crédit d'impôt innovation et 900€ de Crédit impôt mécénat

## Informations relatives au passif

### Variation du capital

Capital social	Nombres d'actions ou parts sociales	Valeur nominale
Titres en début d'exercice	613 194	0,10
Titres émis		
Titres remboursés ou annulés		
Titres en fin d'exercice	613 194	0,10

## Capitaux propres

Rubriques	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Distribution de dividendes	Augmentation de capital	Réduction de capital
Capital (dont versé...)	61 319				
Fonds fiduciaires					
Primes liées au capital social	98 258				
Écarts de réévaluation					
Réserve légale	6 000				
Autres réserves					
Capital souscrit non versé					
Report à nouveau créditeur					
Report à nouveau débiteur	-1 563 645	276 705			
Dividendes					
Résultat de l'exercice	276 705	-276 705			
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>-1 121 362</b>				

Rubriques	Résultat de l'exercice	Autre (à préciser)	Montant à la clôture de l'exercice
Capital (dont versé...)			61 319
Fonds fiduciaires			
Primes liées au capital social			98 258
Écarts de réévaluation			
Réserve légale			6 000
Autres réserves			
Capital souscrit non versé			
Report à nouveau créditeur			
Report à nouveau débiteur			-1 286 940
Dividendes			
Résultat de l'exercice	520 816		520 816
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
<b>TOTAL</b>	<b>520 816</b>		<b>-600 547</b>

## Provisions

Nature de la provision	À l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Solde des reprises	À la clôture de l'exercice
Provisions pour risques	71 424		71 424		
Sur clients et comptes rattachés	46 470	11 296	46 470		11 296
<b>TOTAL</b>	<b>117 894</b>	<b>11 296</b>	<b>117 894</b>		<b>11 296</b>

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour éteindre son obligation.

## Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit	838 390	265 085	573 305	
Emprunts et dettes financières divers	750			750
Fournisseurs et comptes rattachés	2 444 814	2 444 814		
Personnel et comptes rattachés	415 859	415 859		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	506 710	506 710		
<b>États et autres collectivités publiques</b>				
Impôts sur les bénéfices				
TVA	41 242	41 242		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	64 471	64 471		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés	143 234	143 234		
Autres dettes	194 339	194 339		
Produits constatés d'avance	7 761 370	7 761 370		
<b>TOTAL</b>	<b>12 411 178</b>	<b>11 837 123</b>	<b>573 305</b>	<b>750</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	196 016			
Emprunts et dettes contractés auprès des ...	143 234			

Les emprunts et dettes contractées pour 143 234€ sont envers les associés

## Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance correspondent :

1/ A la quote-part d'abonnement donnant accès aux services proposés et rattachée aux exercices suivants : 7 489 milliers d'euros

2/ A la quote-part des subventions acquises au 31/12/2025 mais dont les dépenses seront réalisées sur les exercices suivants : 273 milliers d'euros

## Informations relatives au compte de résultat

### État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - FNP	2 166 632	
Congés payés et charges liées	417 453	
CSE	9 877	
Primes et charges liées	165 151	
<b>TOTAL</b>	<b>2 759 113</b>	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Clients - Factures à établir	68 871	
<b>TOTAL</b>	<b>68 871</b>	

## Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes	6 500	
Afférents aux services autres		
<b>TOTAL</b>	<b>6 500</b>	

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 6 500 euros, décomposés de la manière suivante : honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 6 500 euros, honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822 11: 0 euros.

## Production immobilisée

La production immobilisée s'élève à 1 184 milliers d'euros, dont 1 184 milliers d'euros concernent des frais de développement activés

## Note sur le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est principalement constitué des revenus d'abonnement donnant accès aux services proposés par la société Contexte et sont reconnus prorata temporis sur une base journalière à compter de la date de facturation et sur la durée contractuelle.

En effet, les services proposés aux clients finaux constituent une prestation continue dans le temps. Ainsi à la clôture de chaque période comptable, la quote-part d'abonnement donnant accès aux services de la société Contexte sur la période suivante est comptabilisée en produits constatés d'avance.

# Opérations et engagements hors bilan

## Engagement financier ou garantie hors bilan

Nature des engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	Provision
<b>Engagements donnés</b>							
<b>TOTAL</b>							
<b>Engagements reçus</b>							
BNP	229 743						
<b>TOTAL</b>	<b>229 743</b>						
<b>Engagements réciproques</b>							
<b>TOTAL</b>							
Engagements en matière de p...							

## Informations relatives à l'effectif

### Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	0
Cadres et ingénieurs	47
Journalistes titulaires	37
Journalistes pigistes	6
<b>TOTAL</b>	<b>90</b>